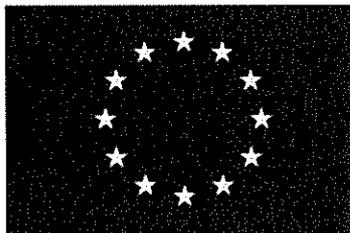


**Développement et Consolidation des Partenariats Public-Privé
pour la gestion d'Aires protégées prioritaires d'Afrique Central
au profit de développements socio-économiques locaux**



RAPPORT NARRATIF

Délégation de la Commission de la Communauté Européenne

Financement du Fond Européen de Développement
République Démocratique du Congo

**AFRICAN PARKS NETWORK
P.O. BOX 2336
LONEHILL, 2062
RSA
Tel: +27 11 465 0050
Reg no: 2007/030803/08**

1. Description

- 1.1. Nom du bénéficiaire du contrat de subvention: African Parks Network (APN)
- 1.2. Nom et fonction de la personne de contact: Ayesha Jackaria (Directeur Financier APN)
- 1.3. Nom des partenaires de l'Action: Institut Congolais pour la Conservation de la Nature (ICCN)
- 1.4. Intitulé de l'Action: Project d'appui à la gestion durable des ressources naturelles du Parc National de la Garamba
- 1.5. Numéro du contrat: DCI-ENV/2014/338-764
- 1.6. Date de début et date de fin de la période de reporting: 01/07/2014 – 31/03/2015
- 1.7. Pays ou région(s) cible(s): Afrique Centrale notamment le Parc National de Zakouma au Tchad, le Parc National de la Garamba en RDC et le Parc National d'Odzala Kokoua en République du Congo.
- 1.8. Bénéficiaires finaux et/ou groupes cibles : Populations des trois régions dans lesquelles sont situés les 2 Parcs Nationaux et leur périphéries (Communautés de la périphérie des Parcs, autorités locales et traditionnelles- 200 000 personnes, ONG et Comites de développement locaux), et des pays de manière générale. Les administrations en charge des aires protégées.

2. Évaluation de la mise en œuvre des activités de l'action

Les activités rapportées pour la période du 15 Juin 2014 au 31 Mars 2015 concernent principalement le Parc National de la Garamba. Ceci est dû au fait que le 10ème FED pour la Garamba a pris fin en Mars 2014 et que l'objectif du PPP était de faire le pont entre les deux financements du FED. Cependant, l'objectif du PPP est plus large que cela. Il vise également à promouvoir la conservation dans la région dans son ensemble. Ainsi, des ressources de ce financement ont également été allouées à la région de l'Ennedi, ainsi qu'à la promotion de nouvelles aires protégées au Tchad (avec un accent sur la protection des populations restantes d'éléphants dans le pays).

Ce rapport résume les activités réalisées au cours de la période concernée, à la Garamba ainsi qu'au Tchad.

2.1. Résumé de l'action

A. Cadre de Gestion du Complexe Garamba.

Depuis 2005, l'Institut Congolais pour la Conservation de la Nature (ICCN) a conclu deux contrats avec African Parks Network (APN) pour appuyer la gestion du PNG. La collaboration ICCN/APN, avec les financements de l'Union Européenne, et ceux notamment du Gouvernement Espagnol, de la Banque mondiale et des fonds propres d'APN, a permis de :

- (i) mener des actions pertinentes qui ont certainement freiné le braconnage, mais qui, face à une dégradation accrue de la situation sécuritaire, n'ont pas permis d'infléchir les tendances
- (ii) renforcer l'équipe de gestion qui est constituée actuellement de 160 gardes
- (iii) améliorer les infrastructures

Il est certain que ces infrastructures et l'équipe nécessitent des renforts supplémentaires, mais il est incontestable que ceci est déjà une bonne base pour asseoir un programme de conservation efficace du PNG.

L'insécurité et l'effet sur la faune et les populations civiles

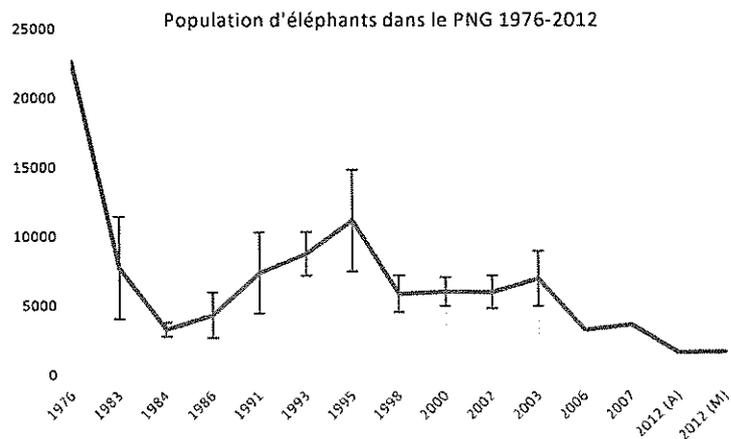
Depuis 2005, la région a vu son insécurité s'aggraver à nouveau avec l'arrivée de la « Lord Resistance Army » (LRA) mais aussi du fait de l'instabilité grandissante au Sud Soudan amenant la mobilisation de plusieurs milliers d'hommes des forces de l'ordre sur le plan national et international¹.

Historiquement, le braconnage du Sud Soudan par des groupes lourdement armés, ou à travers des réseaux illégaux Soudanais est l'une des causes principales de braconnage au Parc de la Garamba. Ce braconnage a connu, semble-t-il, une forte recrudescence en 2014. Depuis 2012, des groupes de combattants de la LRA ont de nouveau été envoyés par leur chef Kony pour collecter de l'ivoire dans le Parc de la Garamba. Outre la dévastation du Parc, des centaines de personnes ont été attaquées, kidnappées et tuées dans la périphérie du Parc. Pendant cette période des hélicoptères ont participé à l'abattage des éléphants.

Le rôle du prélèvement sur les ressources naturelles dans la dissémination des armes, dans l'appui aux rebellions, dans la dégradation de la gouvernance, dans l'accroissement de l'insécurité et dans le développement de la criminalité constitue une réalité qui justifie actuellement le déploiement sans précédent de forces nationales et internationales. Pour les mêmes raisons, le mandat de la conservation du PNG ne peut être réalisé sans prendre cette situation en compte et sans une concertation étroite avec les forces de sécurité nationales et internationales mandatées pour solutionner la situation dans la région.

L'effet sur la faune

Depuis le début des problèmes sécuritaires dans la région qui datent des années '70, la population d'éléphants a chuté d'environ 20,000 à probablement moins de 1,500 individus aujourd'hui. La population des girafes a été dévastée et n'est plus représentée actuellement que par une quarantaine d'individus.

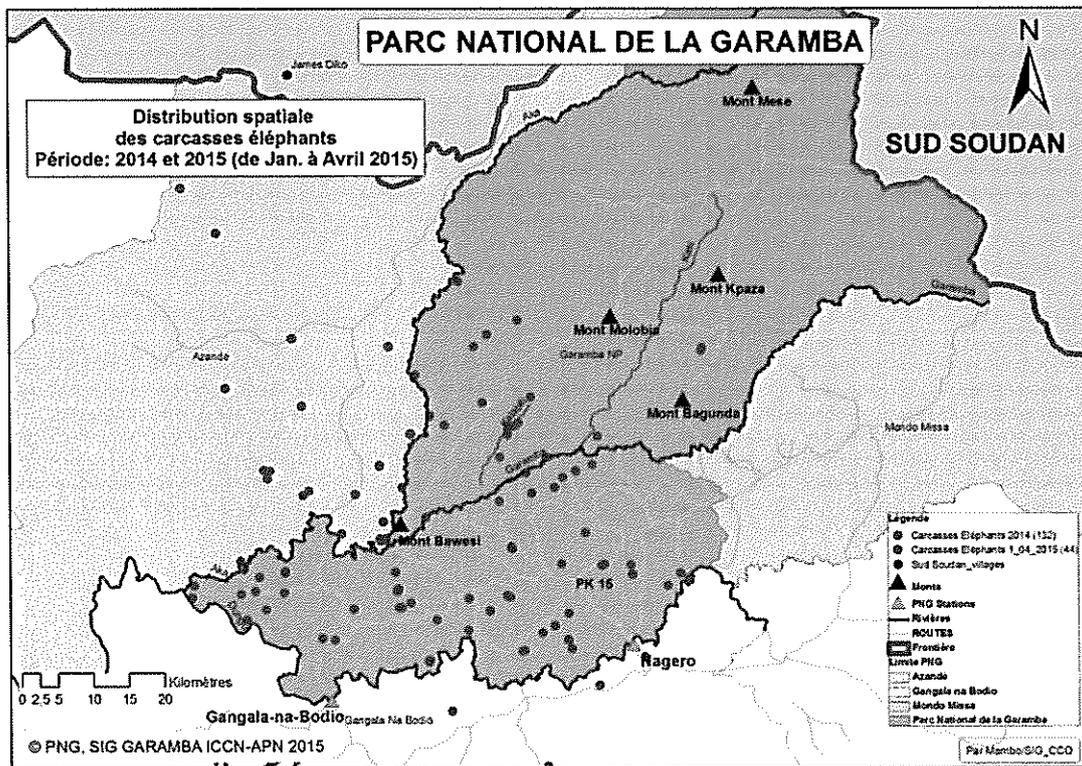


Graphe 1 - Tendence des populations d'éléphants au cours des 4 dernières décennies.

¹ MONUSCO - United Nations Organization Stabilization Mission in the Democratic Republic of the Congo.

La carte ci-dessous montre la distribution des 178 carcasses d'éléphants observées entre Janvier 2014 et Avril 2015.

Carte 1 : Localisation des 178 éléphants abattus en 2014 et 2015 (Avril)



Cette situation dramatique demande une réponse forte pour être efficace. Sans résoudre la question sécuritaire, il ne sera très probablement pas possible d'inverser les tendances négatives des populations animales.



Photo N°1 : Eléphants abattu par un hélicoptère au mois de Mai 2014

Le problème de la sécurité est complexe avec de multiples causes et facettes faisant de cette question une priorité absolue.

- (i) La situation régionale au Nord et à l'Est qui a rendu la frontière de la RDC avec le Sud Soudan et la RCA perméable, a permis aux bandes armées (la Seleka, la LRA, les Janjawits du Darfour et les éleveurs) organisées en réseaux d'opérer dans l'Aire Protégée et d'accéder au marché de l'ivoire ;
- (ii) Le contexte géopolitique;
- (iii) Des contraintes de Gouvernance et les effets de la pauvreté et de l'isolement;
- (iv) Les intérêts croissants pour les produits présents dans le Complexe du Parc National de la Garamba, en particulier de l'ivoire, du fait de l'augmentation de leur valeur marchande et de la raréfaction de la faune dans la sous-région.



Photo N°2 : Enfant blessé par la LRA entre Dungu et Faradje

B. LE MASSIF DE L'ENNEDI

Le Massif de l'Ennedi est l'un des six grands massifs dans le désert du Sahara et il est situé sur ses franges méridionales. Plateaux, gorges et des formes spectaculaires et grès sculpté façonné par la nature couverte environ 30.000 km². Au cours des 11 700 dernières années, le climat est considérablement modifié et un climat très aride a remplacé le climat humide avec des précipitations abondantes de 4300 mm/année. Avec la réduction drastique de la pluviométrie réduite à environ 100 mm/année (très temporelle avec la variation spatiale), le visage de l'Ennedi métamorphosé et l'apparence actuelle de massif reflète ces changements.

La région de l'Ennedi avait/a une aire protégée avec le statut de la Réserve de faune, créé par le décret n° 232/PR/EFPC/PNR (2 113km²). La réserve a été créée principalement pour la protection des Mouflons à manchettes. Selon l'article 1 du décret, la réserve a été créée pour une période limitée de cinq ans. Autre décret fixant la période de prolongation n'a pas été publié ainsi du point de vue juridique, aujourd'hui la réserve n'existe plus officiellement. Mais il est toujours considéré comme une réserve de faune par la Direction des parcs nationaux et prise en compte dans la surface totale couverte par les aires protégées au Tchad et aussi au niveau international. Les communautés locales ne sont pas conscientes de l'existence de cette réserve

de faune. La réserve a été classée comme une zone importante pour les oiseaux (Important Bird Area - IBA).

Gouvernement tchadien a officiellement présenté la demande d'inscription du Massif de l'Ennedi sur le site du patrimoine mondial de l'UNESCO et la dernière réunion qui a eu lieu en mai 2014 à Rome était très prometteuse. Le dossier avec les détails et informations n'est malheureusement pas disponible à l'African Parks qui est selon représentant de l'UNESCO sous l'embargo scientifique jusqu'au résultat est publié, mais nous avons obtenu au moins les limites du site proposé qui comprend le Massif de l'Ennedi entière et de sa zone tampon incluant la zone à les alentours de la ville de Fada. Le dossier sera en phase d'évaluation au cours des 18 prochains mois.

African Parks & Ennedi

La première phase devrait aboutir à la déclaration de la nouvelle aire protégée, "La Reserve Naturel et Culturel de l'Ennedi" - nouvelle aire protégée dont la gestion profitera de la faune, les sites culturels anciens et les populations locales grâce à une meilleure utilisation de l'habitat, l'accès à l'aide au développement et la promotion de l'écotourisme approprié. Le principe de la création d'une nouvelle aire protégée a déjà été discuté au niveau du ministère de tutelle et devra en outre impliquer d'autres acteurs comme ministère de la Culture et du Tourisme. Il y a un avis positif général sur la création de la nouvelle aire protégée et la nomination du massif de l'Ennedi comme site de PM de l'UNESCO va également renforcer cette approche. Le processus nécessitera le soutien des communautés locales, qui sera l'un des plus grands défis de cette phase initiale. Pendant ce temps tous les éléments nécessaires pour futur projet de gestion doivent être recueillies, analysées et la proposition de projet développée. Jusqu'à présent, aucun projet de conservation a été lancé dans le nord du Tchad et la seule organisation qui travaille dans la région principalement sur les questions sociales (puits, écoles, dispensaires, soins vétérinaires, régimes de pâturage) est la coopération Suisse.

Après la phase initiale, les activités régulières du projet de gestion peuvent commencer. Objectif à long terme d'un tel projet devrait être d'améliorer l'état de conservation de toutes les espèces de la faune sauvage, sécuriser les sites de patrimoine archéologique et de travailler en étroite collaboration avec et pour les populations locales qui vivent dans la zone et dépendent de ses ressources naturelles pour leur subsistance. La culture des populations locales vers la faune sauvage pourrait jouer un rôle très positif dans le projet de conservation de la faune dans cette partie du Sahara. De nouveaux projets, en particulier pour la protection des dernières populations d'antilopes, doivent absolument prendre en compte de l'importance culturelle unique de ces animaux pour les populations locales.



<Paysage typique de l'Ennedi>

C. STRATÉGIE NATIONALE DE CONSERVATION ET DE GESTION DES ÉLÉPHANTS AU TCHAD

Les populations d'éléphants du Tchad se trouvent principalement à l'extérieur des zones protégées. Selon les données de 2014 sur les aires de répartition des éléphants (comptage a 1085 individus au Tchad), seulement 6,2 % des populations d'éléphants du Tchad se trouvent dans les aires protégées, laissant 93,8 % des populations résidant à l'extérieur des zones protégées. Les aires protégées qui couvrent des aires de répartition partielles d'éléphants comprennent le PN Zakouma, la RF Binder Léré et le PN Sena Oura.

La présente **Stratégie nationale de conservation et de gestion des éléphants au Tchad (2015 – 2019)** est la seconde stratégie de ce type envisagée au Tchad ; elle rassemble les efforts collectifs réalisés par le Gouvernement tchadien et ses partenaires pour sauver les derniers éléphants survivant dans le pays.

Objectifs spécifique principaux

Protection	Protéger les populations d'éléphants en ramenant le braconnage et le trafic d'ivoire à un niveau minimal par le forcenmet/application de la loi et par la collaboration entre les intervenants et une coopération internationale
Expansion de la population et aménagement de leur habitat	Entretien et élargir la population d'éléphants dans un habitat approprié et identifier les actions

	de gestion nécessaires lorsque des éléphants vivent dans des habitats non appropriés
Recherche et surveillance au profit de la gestion	Mettre en place le système national de surveillance et mener des recherches prioritaires afin de fournir l'information nécessaire à une gestion et à une conservation adaptative des éléphants
Gestion et atténuation des Conflits homme-éléphants	Élaborer une stratégie nationale d'atténuation des CHE et l'améliorer en impliquant les intervenants à tous les niveaux et en utilisant des méthodes adéquates
Mesures d'encouragement	Octroyer des avantages significatifs capables d'encourager les intervenants et les communautés locales à tolérer, à protéger et à intégrer les éléphants
Renforcement des Capacités	Renforcer les capacités de ressources pour la gestion et la conservation des éléphants au Tchad à tous les niveaux
Coordination et soutien	Élaborer et appliquer une approche intersectorielle et un cadre de coordination efficace afin de soutenir les décideurs et les intervenants et d'améliorer la prise de décision et les actions

D. Le projet Chinko

En 2013, le Projet Chinko (Chinko) a été créé pour assurer la gestion durable à long terme d'une zone dans la partie orientale de la République centrafricaine – probablement la dernière mosaïque de forêt-savane soudano-guniéenne encore en activité, contigüe et inhabitée en Afrique centrale. Située dans les 80 000 km² du bassin de drainage Chinko/Mbari, la zone du Projet Chinko couvre 17 600 km² et abrite plus de 75 espèces mammifères de tailles larges et moyennes et plus de 285 espèces d'oiseaux. Le projet Chinko a été incorporé dans le portefeuille African Parks depuis Novembre 2014. Ce rapport narratif ne contient pas d'autres informations sur Chinko car il n'y a pas eu de dépenses effectuées sur le projet Chinko pendant la période sous revue.

2.2. Description de l'action et de son efficacité

Résultat 1 : Le statut de conservation des aires protégées ciblées démontre une amélioration tangible.

Entre Avril 2014 et Mars 2015, une part importante des ressources et des efforts du Parc se sont concentrés sur la sécurisation du Parc et des Domaines de Chasse afin de répondre à la crise de braconnage.

Activité 1.1 Assurer un processus continu de planification stratégique flexible (rapport sur la Garamba)

Une part importante de l'attention d'APN a certes été consacrée à la compréhension du problème sécuritaire et à réorganiser/ reprendre en mains le Corps des gardes mais les actions suivantes ont également été prises pour mettre en place un Partenariat avec l'ICCN afin

d'assurer une délégation de la gestion opérationnelle du Parc et des Domaines à APN. Ainsi les activités suivantes ont été initiées:

- Etablissement d'un nouveau *Contrat de Gestion du Parc*

APN ne disposant que d'un contrat visant davantage une collaboration avec l'ICCN mais qui ne délègue que partiellement la gestion opérationnelle du Parc et des Domaines, elle a cherché à obtenir un contrat de réelle délégation de la responsabilité (tant technique que financière) de la gestion sur une longue période (25 ans). Cette démarche a été ralentie par la promulgation en RDC d'une nouvelle loi en Août 2014 et de ses textes d'applications. La dernière réunion entre APN et l'ICCN en Avril 2015, a permis d'arriver à une réelle compréhension des rôles et responsabilités attendus dans le partenariat par chacune des deux Institutions.

- Mise en place d'une *Structure Autonome de Gestion du Parc et des Domaines de Chasse*.

Au cours du second semestre 2014, APN a initié la création d'une Association Sans But Lucratif de droit congolais 'African Parks Congo' dont le mandat est d'assurer la gestion d'aires protégées en RDC et d'appuyer l'ICCN à renforcer et accompagner cette démarche de délégation de la gestion.

Une première Assemblée Générale 'AG Constitutive' s'est tenue au début du mois de Janvier 2015 et a eu pour objet de mettre en place un Conseil d'Administration pour le Parc ayant comme fonction d'assumer la responsabilité de l'accord de partenariat APN-ICCN et d'orienter la gestion du Parc.

- Organisation du travail

Une structure et organisation du travail provisoire a été mise en place pour répondre à la crise de braconnage et renforcer la gestion du personnel, des biens et des finances. Une réunion journalière des cadres coordonne les opérations pour faire face à la situation sécuritaire tout en poursuivant, tant que faire se peut, les autres activités.

- Initiation d'un *Plan de Gestion*

En Novembre 2014, le Parc a initié la formulation d'un plan de sauvetage du Parc et des Domaines de Chasse sur 3 ans visant essentiellement la sécurisation de la région. L'objet de ce plan est de mettre en place les infrastructures mais aussi de disposer du personnel et collaboration nécessaires pour :

- Arrêter le braconnage et en particulier celui des éléphants et girafes ;
- Sécuriser les villages de l'intérieur de l'aire de conservation et de sa périphérie;
- Initier un plan de développement concerté pouvant apporter l'espoir d'un changement et qui puisse soutenir l'effort de sécurisation et d'amélioration de la gouvernance nécessaire.

- *Information et rapportage*

Des rapports mensuels ont été rédigés et transmis à l'ensemble de nos partenaires afin de les maintenir informés des activités réalisées par le Parc. Des rapports spécifiques ont été produits sur les aspects sécuritaires. Un rapport annuel a été élaboré et distribué. Régulièrement, de communiqués de presse sont diffusés. Ces documents sont disponibles sur le site d'African Parks (www.African-Parks.org).

Suite à la crise du braconnage, de nombreux médias se sont penchés sur la situation de la Garamba. Ainsi, des équipes de Paris Match, National Géographique, TF1 et des journalistes indépendants sont venus à la Garamba. Des nombreux articles, émissions radio et de télévision et de Web Media ont fait référence à la tragédie vécue par le Parc et certains films et articles sont encore en cours de préparation.

Activité 1. 2. Assurer en permanence les activités essentielles de surveillance et de protection des AP

- Contrôle de l'ensemble du Parc et des Domaines de Chasse

L'écosystème Garamba doit être vu comme un polygone d'une vingtaine de milliers de km², limité par un réseau routier, où sont implantés des villages. Une partie de ce polygone se trouve au Sud Soudan et comprend le Parc National de Lantoto. Du fait de l'activité de la LRA à la fin des années 2000, l'ensemble des villages du Domaine de Chasse Azandé et une partie des villages du Domaine de Mondo-Misa ont été abandonnés. Les populations se sont réfugiées vers les axes routiers ou dans les principales villes. Par contre l'activité aurifère illégale du Domaine de Gangala na Bodio, s'est fortement accrue pour devenir l'activité économique de rente principale.

L'activité de braconnage a toujours été plus importante en fin de saison sèche pendant une période de soudure entre les productions agricoles.

Du fait de l'insécurité qui prévalait, très peu de patrouilles avaient été réalisées dans la partie Nord du Parc et des Domaines de Chasse au cours des dix dernières années. Cette lacune avait débouché sur une implantation de groupes de braconniers qui ont eu un impact profond sur les populations animales de l'ensemble de l'aire de conservation. Au mois de Mai 2014, du fait de la crise du braconnage, le Parc a donc décidé de reprendre le contrôle de ces régions.

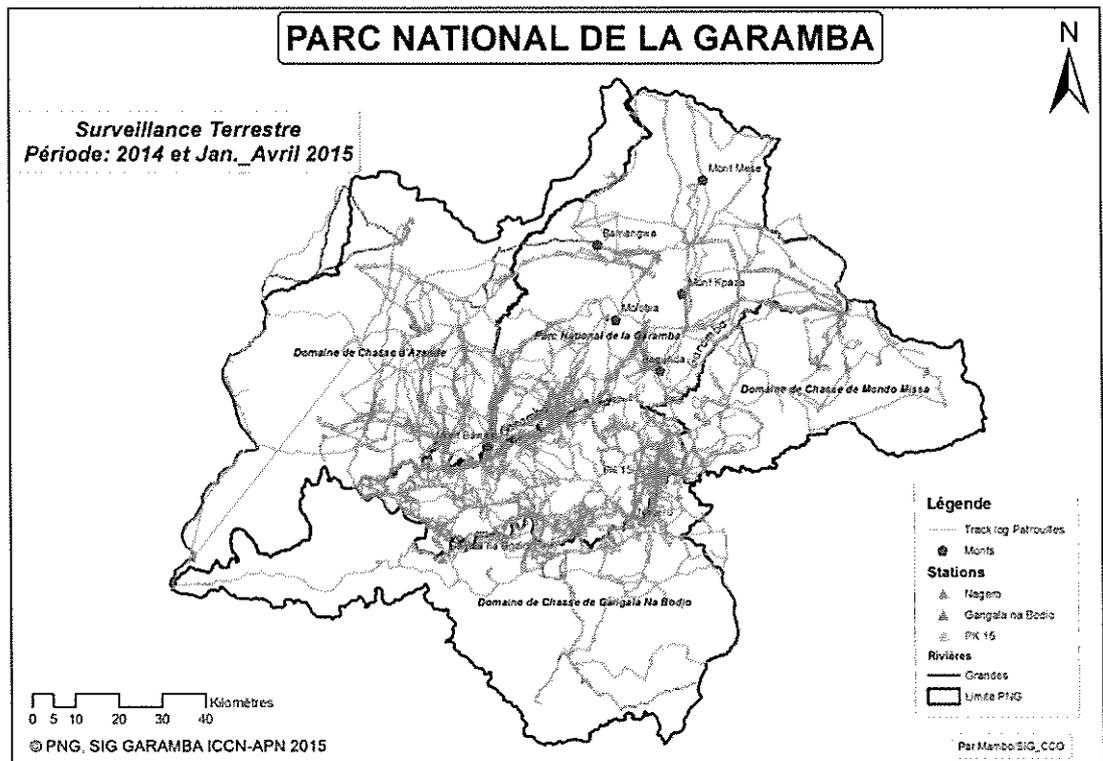
Pour atteindre cet objectif les actions suivantes ont été initiées :

1. L'équipe des gardes a été restructurée et repositionnée au centre de l'activité du Parc ;
 - Une écoute a été consacrée aux difficultés techniques et sociales des gardes afin de recréer un esprit de corps au service du Parc et de les engager dans des actions dangereuses pour la reconquête du Parc. Ainsi le PNG a acquis dans l'urgence du matériel de base (impermeables, bottes et tentes) pour leur permettre d'opérer en saison des pluies. Leur rémunération a été ajustée à leurs responsabilités et fonctions au sein du Parc.
 - Un conservateur, Christian Aboya, a été nommé à la tête du Corps des gardes pour diriger les opérations ;
 - L'équipe des gardes a été divisée en deux suivant leur âge et leurs aptitudes. Un groupe de 120 gardes les plus aptes a été réparti en 12 sections de 10 gardes pour mener les opérations de terrain. Les 40 autres gardes ont été mobilisés pour la surveillance des postes et des stations de Nagero et Gangala na Bodio.



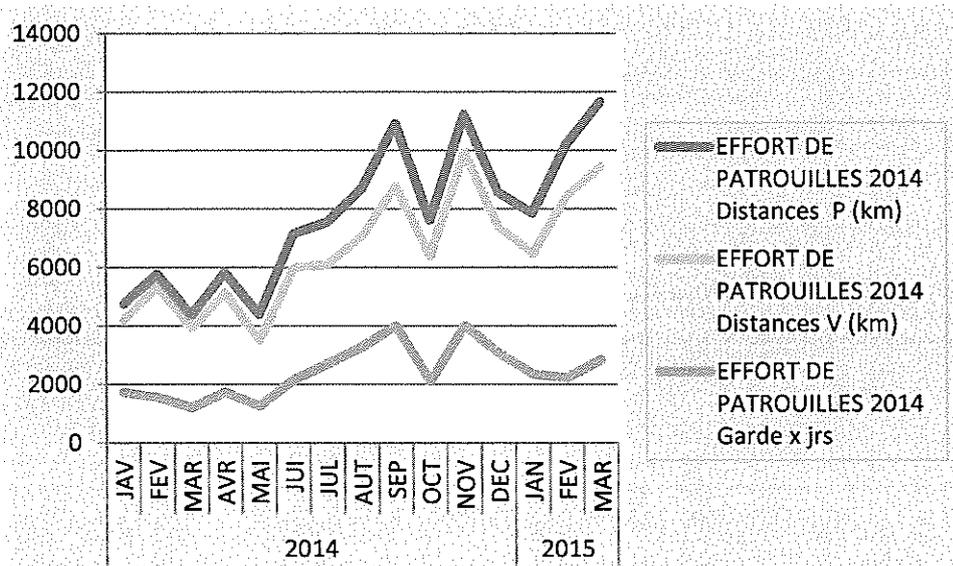
Photo N°3 : Gardes partant en Patrouille

- L'ensemble du personnel a été mobilisé et les congés suspendus. Un cycle de 10 jours de patrouille et 5 jours de repos a été mis en place.



Carte 3 : Itinéraires des Patrouilles à pied de Janvier 2014 à Avril 2015

- Parmi les 12 sections opérationnelles, deux ont été sélectionnées pour assurer des opérations rapides pour intervenir dans des circonstances difficiles ou en appui à d'autres équipes.
- Malgré nos démarches auprès des instances supérieures, la mise à la retraite des vieux gardes et l'intégration dans la fonction publique des gardes recrutés en 2011 et 2013 n'a pu avoir lieu. Ceci a empêché le recrutement de nouveaux gardes, point pourtant essentiel pour accroître l'effort de patrouille.



Graphe 2 : Effort des patrouilles déployées au Parc National de la Garamba montrant une amélioration de la couverture et de la mobilité des patrouilles. Les pics correspondent au renforcement du Parc par les éléments des FARDC.

2. Collaboration avec les FARDC

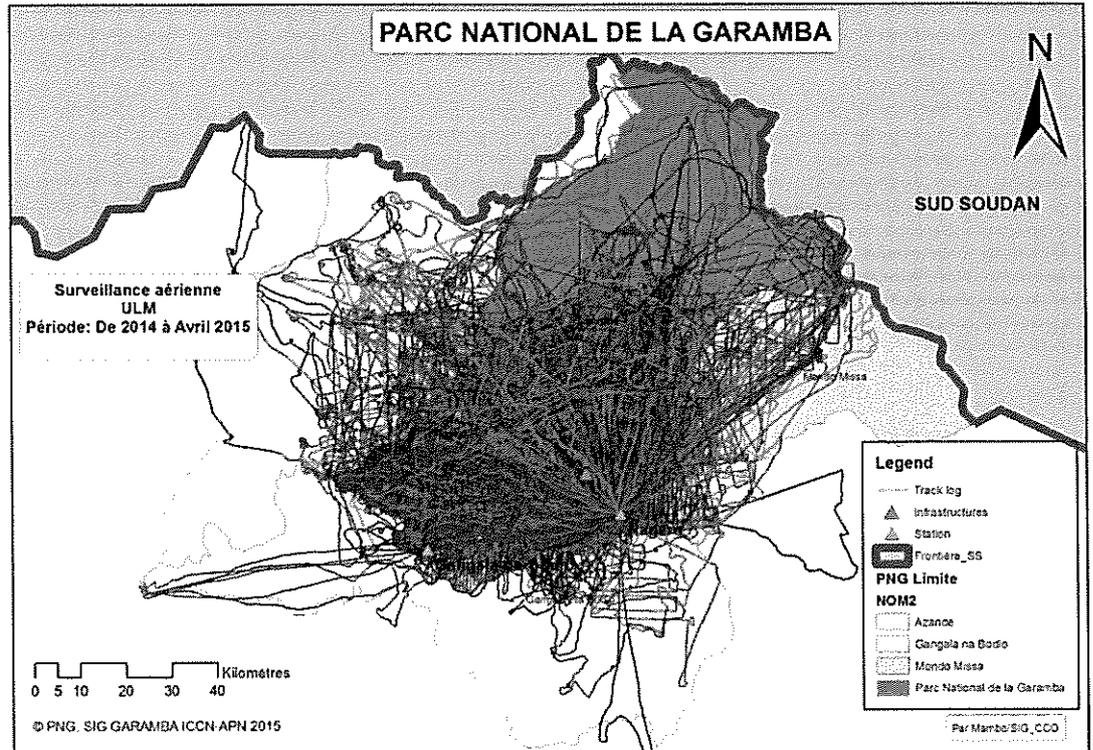
- Afin d'une part, d'accroître notre effort de surveillance mais aussi pour encourager les Forces Armées de la RDC (FARDC) à apporter une contribution à la lutte contre le braconnage, trois Accords de Collaboration de deux mois ont été signés en vue de mobiliser 40 militaires sous le commandement du Parc. Cette collaboration a très certainement fait percevoir le Parc différemment par les FARDC, accru l'effort de patrouille et contribué à réduire le braconnage et a permis de disposer de munitions pour les opérations.
- Toutefois le problème des armes et des munitions est resté entier. La vétusté et les quantités de munition ne permettent aux gardes de s'entraîner et d'opérer dans des conditions satisfaisantes. Ces éléments réduisent leur confiance en eux lors des contacts/incidents avec des groupes armés, les obligeant souvent à choisir des positions offensives militaires.

3. Suivi Judiciaire

- Une formation de 8 Officiers de Police Judiciaire a été organisée afin de faciliter l'instruction de dossiers auprès de la justice.
- La salle de Police a été réaménagée et les procédures de détention revues.
- Les dossiers des délinquants ont été suivis auprès du tribunal de Dungu et une audience foraine a été organisée au mois de février 2015.
- Au total, 22 braconniers ont été arrêtés et remis à la justice.

4. Initiation de la mise en place d'un Centre de Coordination des Opérations (CCO)

- Opérationnel 24/7, le CCO collecte en temps réel l'ensemble des informations en provenance des sections déployées sur le terrain et de l'avion de surveillance ainsi que d'autres informations provenant des villages et de nos partenaires. Tous les jours, une réunion est organisée avec l'ensemble des cadres pour analyser ces informations et diriger les opérations. L'officier JC Mambo a été nommé pour assurer la coordination de cette cellule.



Cartes 4 et 5 : Itinéraires des vols de surveillance avec le Cessna et l'ULM

6. Mise à disposition d'un hélicoptère
 - Du fait du niveau d'agression dans le Parc, il a sollicité auprès d'APN la mise à la disposition d'un hélicoptère afin de pouvoir réagir à cette invasion. Ainsi, grâce à l'intervention de la *Howard G. Buffett Foundation*, APN a pu acquérir un hélicoptère pour appuyer les opérations. Cet hélicoptère a été mis en place à la fin du mois de décembre 2015. Pendant la période charnière avant la mise en place de cet hélicoptère, la Fondation 'Wild Cat' nous a permis de louer un autre hélicoptère pendant trois périodes d'un mois.



Photo N°5 : Hélicoptère APN en opération

- Cet outil exceptionnel a très largement contribué à déployer les gardes dans des régions difficiles d'accès mais vitales pour la survie du Parc ainsi qu'à mener des opérations contre les groupes armés. Au total 280 heures de vol ont été effectués. L'efficacité des opérations qu'a permises son utilisation a conforté les communautés vivant en périphérie dans leur décision d'apporter leur confiance au Parc pour améliorer leur sécurité.
7. Collaboration dans la région pour le renseignement
 - Une collaboration étroite a été établie avec AFRICOM et avec la MONUSCO ainsi qu'avec des ONG Nationales (SAIPED et APERU) et Internationales (Bridgeway et Invisible Children) et les villages pour accroître nos réseaux d'informations afin de mieux appréhender non seulement les mouvements des groupes armés mais aussi les réseaux de braconnage et de trafic d'ivoire.
 8. Collaboration avec le Parc National de Lantoto (Sud Soudan)
 - Des contacts réguliers sont maintenus avec le Conservateur du Parc National de Lantoto. Ces contacts ont permis d'être informés de la pénétration de groupes de braconniers et de groupes armés. Ils ont également permis l'arrestation et l'inculpation de braconniers ayant opérés dans le Parc ainsi que la saisie d'ivoire. Le Parc planifie renforcer ces liens dans les mois à venir.
 9. Achat d'équipement
 - Deux camions Unimog et un Toyota pick up (Financement Banque Mondiale) ont été achetés et acheminés au Parc pour solutionner les difficultés logiques et une partie du Parc automobile a été réhabilitée;
 - 160 ensembles d'uniformes, chaussures, etc... ont été achetés pour les gardes ainsi que du matériel technique (GPS, appareils photo, etc) ;
 - 25 grandes tentes, pour l'installation de base.
 - Résultats obtenus

Au cours de l'année (2014 à Avril 2015 inclus), 38 accrochages violents se sont déroulés se soldant par la neutralisation de 49 braconniers. 22 armes de guerre ont pu être récupérées ainsi que deux grenades. 19 de ces accrochages ont eu lieu avec des groupe Soudanais, 3 avec des éléments de la LRA, 15 avec des braconniers locaux et 1 avec des braconniers venant des frontières avec la RCA, le Darfour et le Soudan du Nord. 22 défenses d'éléphants ont été récupérées.

L'action a permis l'arrestation de 22 personnes qui ont été remises entre les mains de la justice. Un réseau de braconniers de Faradje lié à des éléments des FARDC a été démantelé et deux colonels ont été mutés dans d'autres provinces.

Malheureusement, au mois d'avril 2015, le garde Aboyo Dieudonné a été tué lors d'une attaque de leur campement.

Si une amélioration de l'opérationnalité et de l'engagement des gardes est certaine, la situation reste critique et très dépendante de la situation socio-politique au Sud Soudan.

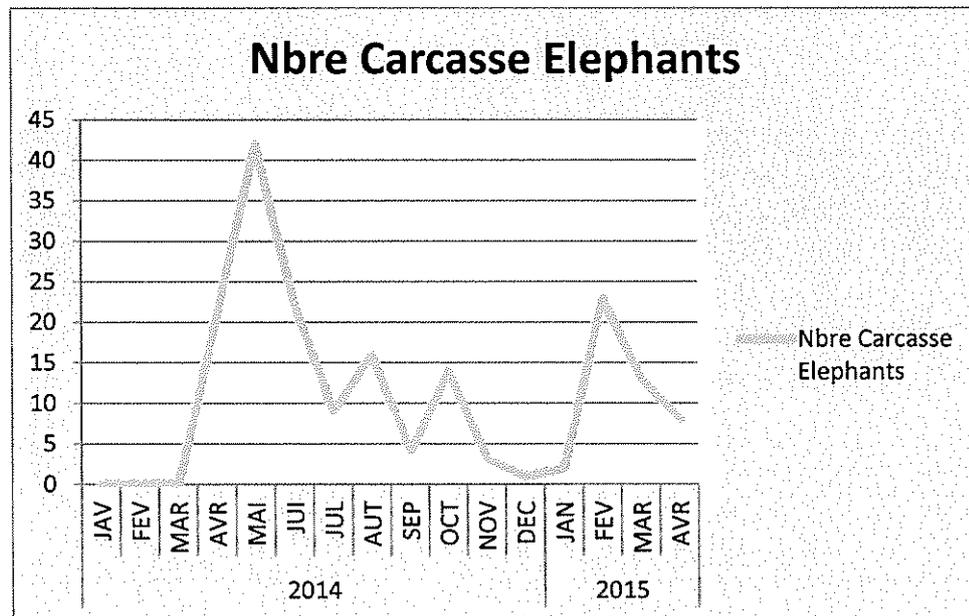
Au total, 178 éléphants ont été abattus.

- Compréhension des pressions sur le Parc

La crise de 2014 n'est due qu'à la valeur de l'ivoire et à une convergence des réseaux d'ivoire, en lien avec des groupes armés ou terroristes de la sous-région vers la dernière zone abritant la dernière population d'éléphants, et à la faible gouvernance notamment des armées (Nord Soudan, Sud Soudan, Ougandaise et Congolaise). L'implication des Forces Armées de la région dans cette activité est démontrée par de nombreuses observations.

Les principaux types de braconnage:

1. Il est connu de longues dates que des villages, avec l'implication directe ou indirecte d'éléments des armées (Congolaise, Soudanaise), sont à l'origine de braconnage. Celui-ci s'est fortement intensifié avec l'arrivée de troupes supplémentaires venues lutter contre la LRA notamment l'armée Ougandaise. Braconnage de rente, celui-ci est orienté sur l'abattage des éléphants pour leur ivoire et des girafes pour leurs queues mais aussi pour la viande (vente dans les villes, villages et zones aurifères).
2. Depuis 2012, le Parc a été informé d'une implication de Joseph Kony (Leader de la LRA) dans le trafic de l'Ivoire. Longtemps basé dans le Nord de la RCA et dans l'enclave de Kafka Gingi, il envoie régulièrement des combattants dans le Parc National de la Garamba pour prélever de l'ivoire.
3. Le passage depuis une vingtaine d'année de groupes de braconniers musulmans venant des régions soudaniennes du nord à cheval ou accompagnés d'ânes spécifiquement pour chasser les éléphants.
4. Le braconnage alimentaire des villages de la périphérie.



Grappe 3 : Nombre de Carcasses découvertes mensuellement par le Parc (voir explication ci-dessous). Le pic du mois d'août correspond à l'abattage 8 éléphants au début du mois d'août par un Hélicoptère.

Au courant de la dernière année, en dehors du braconnage en provenance des villages (RDC et Soudan) de la périphérie, 4 périodes distinctes de braconnage des éléphants ressort de nos observations :

1. D'Avril et le début du mois d'août : Un groupe de combattants de la LRA et des forces régulières à leur poursuite ont braconné dans le Parc abattant une centaine d'éléphants (observations). Parmi ces éléphants certains ont été tués à partir d'hélicoptères. Des hélicoptères militaires n'appartenant pas aux FARDC ont été observés au-dessus du Parc à cette période.
2. De la mi-Septembre à la fin Octobre : Un groupe armé important (une quarantaine de personnes), mal identifié mais très structuré dans ses opérations, a été observé à

plusieurs reprises et serait à l'origine de l'abattage d'au moins une quinzaine d'éléphants (observation). Ce groupe a tiré sur l'ULM.

3. De la mi-Février au début du mois de Mars 2015 : Un groupe d'une trentaine de personnes musulmanes (appelées Mbororo ou Uda) venant de régions soudanaises du nord et accompagnées d'ânes sont à l'origine de l'abattage d'au moins 30 éléphants.
4. Du mois de Décembre 2014 au mois d'Avril 2015, la présence d'un groupe de la LRA a été un élément d'insécurité important pour les villages au Nord-Ouest et au Sud du Parc. Toutefois, aucun lien n'a été fait pendant cette période entre l'abatage d'éléphants et leur présence dans et en bordure du Parc. Il est difficile de savoir s'il existe des liens entre les 'Mbororo' et la LRA dans le trafic de l'Ivoire.

Activité 1.3. Assurer aux catégories de personnel national local des formations spécifiques leur permettant de contribuer avec succès aux fonctions de gestion essentielles de l'AP

1. Un travail important a été consacré à la formation du personnel administratif et financier par le nouveau responsable de ce Département recruté en Juillet afin de remettre en place des procédures tant pour la gestion du personnel que pour la gestion des finances et des biens. A cet effet, un bureau a été mis en place à Aru (frontière entre l'Ouganda et la RDC) où de nombreuses transactions administratives et financières ont lieu.
2. Un appui a été apporté au Corps des gardes avec le recrutement, pour une période de six mois, d'un spécialiste de la lutte contre le braconnage, Mathieu Eckel. Une attention particulière a été portée à la mise en place de l'unité d'intervention rapide.
3. Un encadreur/formateur avait initialement été prévu pour rediscipliner le Corps des gardes et améliorer leur condition physique mais l'expert n'a pas pu être mobilisé.
4. Plusieurs expertises techniques à court terme, tant nationales que régionales, sont venues épauler et encadrer l'équipe des ateliers afin d'améliorer la maintenance des véhicules.

Activité 1.4 Construire et/ou réhabiliter les infrastructures de base

1. Construction et amélioration des bâtiments
 - Du fait de l'importance du Parc automobile, l'infrastructure du garage a été améliorée. Ainsi des aires de travail couvertes pour la mécanique et la soudure ainsi que trois nouvelles aires de stockage ont été construites et aménagées.
 - Les aires de stockage et de gestion des carburants ont été réaménagées et une citerne de 5000 litres installée.
 - Les bureaux du Département administratif et financier et du Département du renforcement de la loi ont été agrandis (4 pièces ont été ajoutées). Pour chaque bureau, des magasins adjacents ont également été construits pour disposer de salles d'archivage, de gestion d'équipement technique et d'une bibliothèque.
 - Un bâtiment pour abriter l'unité d'intervention rapide a été initié. Ce bâtiment comprend un dortoir, des sanitaires, une salle de briefing, le magasin des armes et munitions et un magasin pour le stockage du matériel des gardes.
 - Un magasin pour la gestion et le paquetage des rations a été construit et mis en œuvre.
 - Deux bases opérationnelles ont été initiées à Bawesi et Bagunda.
 - Deux postes de garde ont été construits sur la piste Dungu-Faradje.
 - Un petit logement désaffecté a été réhabilité pour permettre au comptable de disposer d'un logement.

- Un programme d'assainissement des toilettes et sanitaires pour l'ensemble des maisons a été initié.
2. Réseau routier

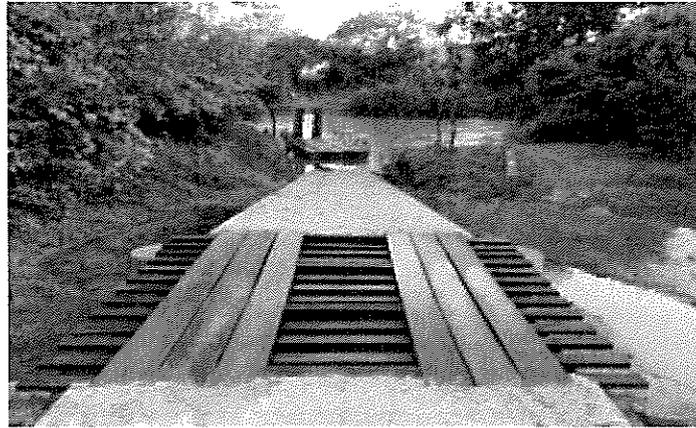
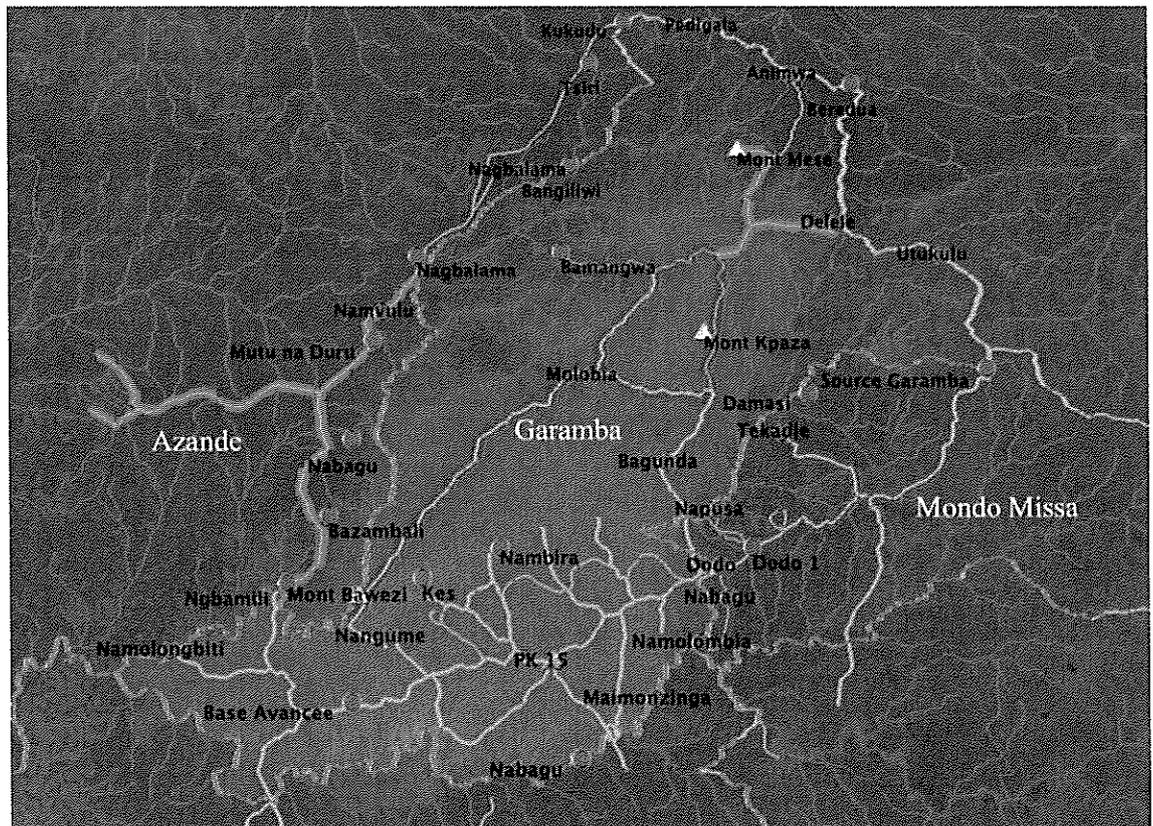


Photo N°6 : Aménagement de l'accès au bac de Nagero

- Du fait de problème survenu à la niveleuse, le réseau de pistes du sud du Parc n'a pu être entretenu que partiellement. Toutefois les pistes du Nord ont été rouvertes à la main et de nouvelles pistes pour permettre l'accès à l'extrême Nord du Parc et aux domaines Azandé et Mondo Missa ont été ouvertes. Ainsi ces 250 km de nouvelles pistes clefs devraient faciliter l'accès à des régions devant être contrôlée toute l'année.
- Une route a été aménagée pour accéder au sommet du Mont Bagunda.
- 3 traversées de rivières ont été aménagées.



Carte 6 : Réseau de pistes rouvertes ou ouvertes pour accéder au Nord. Les pistes en rose représentent les pistes qui seront ouvertes en 2015.

- Un bac plus important, pour traverser la rivière Dungu, a été construit à Nagero afin de permettre la traversée des Unimogs en toutes saisons. L'accès au bac qui posait des difficultés a été réaménagé.

3. Réseau Radio

Un nouveau réseau radio VHF a été conçu pour couvrir une grande partie du Parc et des Domaines de Chasse. Celui-ci disposera de trois relais sur les Monts Bagunda et Bawesi et à Nagero. L'ensemble du matériel a été commandé en Afrique du Sud et a été réceptionné. L'ancien réseau radio sera redéployé pour assurer une liaison avec les villages de la périphérie. Une équipe d'experts Sud-Africains viendra assurer l'installation du réseau au mois de Mai. Trois mâts de 30 m pour les relais ont été préparés.

Des téléphones thuraya ont été achetés pour permettre aux patrouilles de rester en contact avec le Centre de Coordination des Opérations en attendant l'installation du nouveau réseau.

4. Parc Automobile

- La vétusté du Parc automobile a constitué l'une des contraintes majeures des opérations. Un mécanicien chevronné a été recherché dans la région pour diriger la gestion du Parc automobile. Une personne a été testée pendant un mois mais suite à des problèmes de santé n'a pu être maintenu. Pour pallier cette difficulté, une expertise de la sous-région a été recrutée pendant 6 mois et des mécaniciens logisticiens ont été mobilisés temporairement pour appuyer les entretiens et réparations des véhicules.
- Deux Unimog Mercedes et un Toyota Land Cruiser Pick Up (Budget BM) ont été acquis et un ancien véhicule totalement réhabilité.
- Un bateau (10 places) et trois moteurs hors bords ont été acquis pour faciliter les patrouilles sur les rivières pendant la saison des pluies.

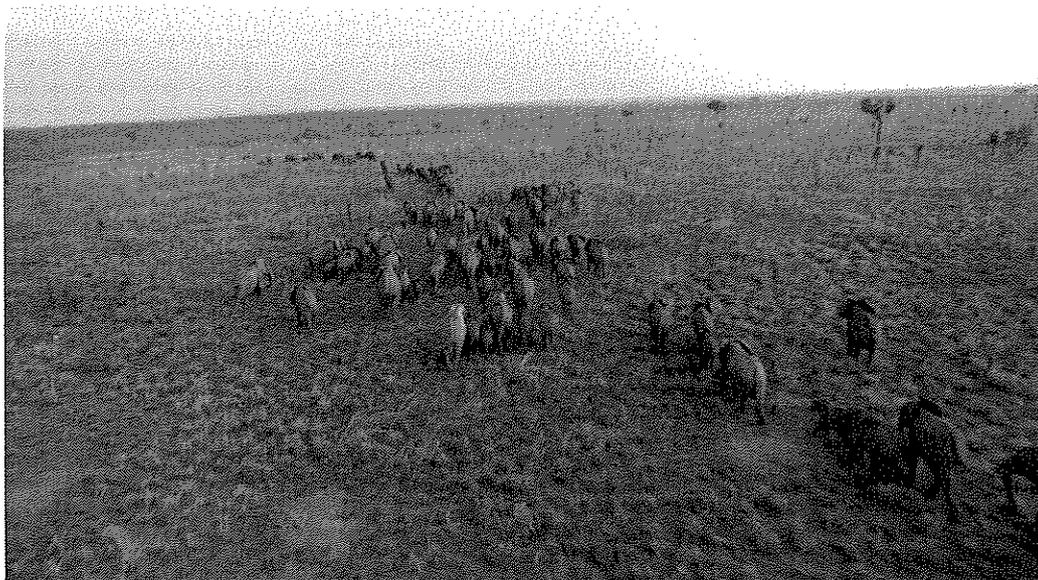


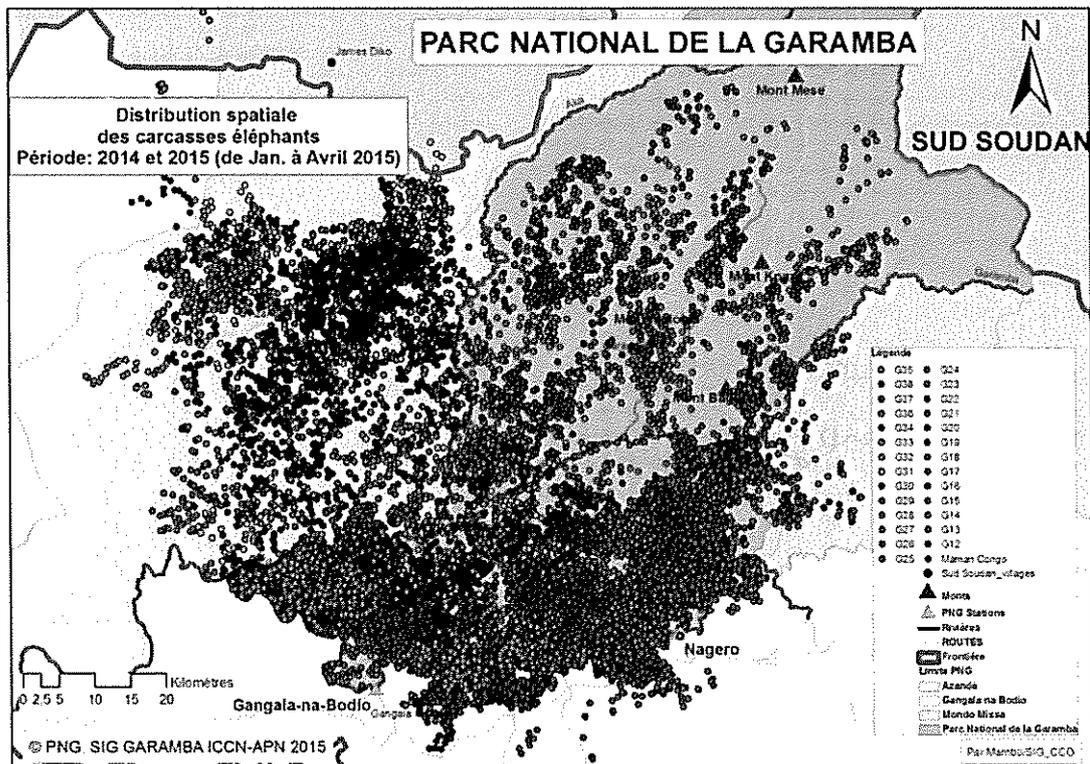
Photo N°7 : Troupeau d'éléphants dans le Sud du Parc

Activité 1.5 Réhabilitation des écosystèmes protégés et contribution du Parc à la gestion des populations d'espèces en danger au niveau national et régional

1. Marquage de la population d'éléphants

- Afin de mieux connaître les mouvements de la population d'éléphants pour les protéger, 10 colliers satellites supplémentaires ont été posés au début du mois d'octobre principalement dans la population du Domaine de Chasse Azandé portant à 20 le nombre d'éléphants suivis.

Photo N°8 : Capture d'un éléphant dans le DC Azandé



Carte 7 : Espace du Complexe Garamba utilisé par les éléphants à collier

2. Protection des Girafes

- Une étude a été menée pour apporter une protection spéciale à la dernière petite population de girafes de la RDC. Plusieurs scénarios ont été envisagés :
 - Enclos de protection ;
 - Marquage satellitaire, suivi et équipes de protection spécialisées ;

Il a été retenu de marquer un maximum de girafes et de mettre en place des équipes de protection spécialisées.

- Un programme d'indentification individuelle a été mis en place afin de se faire une meilleure idée de la population résiduelle. A ce jour 39 individus ont été identifiés.
3. Etude Socio-économique
 - Suite à l'insécurité des dix dernières années de nombreux villages se sont déplacés pour se réfugier dans les villes avoisinantes. Une cartographie des villages de la périphérie a été réalisée pour connaître leur nouveau emplacement et leur importance afin de les prendre en compte dans la stratégie de sécurisation du Parc.
 - En Novembre, une étude socio-économique a été initiée avec les principales ONG locales partenaires (APERU et SAIPED).
 4. Appui à l'étude sur l'utilisation de Drones du Projet SPGS (Union Européenne, FAO, Norvège)
 - Un appui a été apporté à deux doctorants de l'Université de Kisangani et Gembloux dans le cadre d'une étude pour l'Utilisation de Drones dans la gestion d'aires protégées.
 5. Étude sur la réintroduction des rhinocéros noirs à Zakouma
 - Le Dr Mike Knight s'est rendu à Zakouma en Février 2015 pour donner son avis sur les sous-espèces de rhinocéros à réintroduire à Zakouma. Le Dr Knight est le Président du groupe de spécialistes des rhinocéros de l'UICN. La sous-espèce Micheali est celle que l'on trouvait dans la région autrefois. Acquérir les Micheali revient actuellement très cher (150.000 US \$ par animal), alors qu'une sous-espèce mineure est disponible à un prix beaucoup plus bas auprès du Gouvernement Sud-Africain. Le Gouvernement Tchadien a approuvé la réintroduction. Nous devons maintenant nous procurer les rhinocéros en Afrique du Sud et faciliter leur réintroduction en 2016.
 6. La création d'une nouvelle aire protégée dans le Massif de l'Ennedi
 - Un nouveau gestionnaire de projet, Mr.Rocco Rava, a été engagé pour réaliser une étude de 2 ans sur la mise en place d'une nouvelle aire protégée dans le Massif de l'Ennedi. M. Rava est géologue et a travaillé dans la région pendant plus d'une décennie.

Résultat 2 : Les avantages issus des aires protégées génèrent une participation accrue de la population locale à la gestion des ressources naturelles et aux programmes de développement communautaire ainsi qu'à l'amélioration de leur bien-être.

Pour mettre en œuvre ce résultat, le Département de la Conservation Communautaire (CoCo) s'est restructuré.

- Laurent Kidima, chef de projet FFI a pris en charge la gestion du Département concomitamment à ses fonctions de chef de projet FFI, en remplacement du Conservateur Assistant Christian Amboya, muté au programme de l'Application de la loi.
- Mlle Gisèle Nekpesu a remplacé Mlle Prisca Biwaga dans la gestion du volet de l'éducation environnementale
- Mme Tseka Ruth, infirmière à l'hôpital de Nagero a rejoint l'équipe comme responsable du volet " Social Nagero". Ce volet gère les activités spécifiques comme le Centre d'alphabétisation, l'animation sociale dans le village de Nagero et la restructuration de l'école de Nagero.

Le programme CoCo a bénéficié cette année d'un appui de proximité fort important de la part de Mme Sivha Mbake, Field Operations Manager, en janvier, juin et novembre 2014.

Activité 2.1 Faciliter des espaces de dialogue entre les gestionnaires et les communautés, et contribuer au développement d'initiatives communes

Un dialogue a été ouvert avec les villages, les chefferies traditionnelles, et les administrations pour la construction d'une collaboration pour (1) améliorer la sécurité des village et du Parc (2) initier un mécanisme concerté simple et efficace pour définir un plan d'utilisation des terres et de développement centré sur le Parc et impliquant des acteurs privés de la périphérie.



Photo N°9 : Rencontre entre la CoCo et les villageois

Pour ce faire, des activités ci-après ont été menées :

1. Intensification des relations avec les chefferies et l'administration locales.

Le contact avec l'administration locale/provinciale a été développée à différents niveaux – gouverneur, députés nationaux et provinciaux, Administrateur du territoire, chefs traditionnels et chefs de villages.

Plusieurs rencontres ont donc eu lieu à Faradje, Dungu ou Nagero entre la Direction du site et les chefs des chefferies de Wando, Mondo Missa et Logo Ogambi. Les échanges ont essentiellement tourné sur :

- L'implication des chefs de chefferies et villages dans la sécurisation de la région et lutte contre le braconnage
- La gestion de la problématique de l'exploitation minière à Sambia
- Le rôle de la Garamba dans la dynamique de développement local des territoires de Faradje et de Dungu
- L'appui des chefs de chefferies dans l'amélioration de la gestion de la Garamba

Par rapport à ces points, les résultats suivants ont été obtenus :

- Un plus grand engagement des chefs dans la dénonciation et le plaidoyer pour la Garamba et appui des efforts de sécurisation du Parc et des domaines. Par exemple, le Chef de chefferie de Wando a interdit la fabrication et la commercialisation des armes traditionnelles de chasse, communément appelées "calibre 12". A Faradje (Logo Ogambi), il est strictement interdit de vendre, dans les étalages comme dans les restaurants, le gibier prohibé.
- La Direction du site de la Garamba a décidé d'initier avec les pouvoirs locaux une étude sur l'exploitation minière à Sambia et son impact sur la conservation et le développement local. Cette étude servira d'outil de planification pour le processus de zonage en cours de réflexion avec les parties prenantes. Il s'agira donc de trouver des solutions qui permettent non seulement de protéger les ressources de la Garamba (faune et flore) mais aussi permettre aux populations vivant dans ces zones de jouir des opportunités économiques qu'offre la région.
- Attentifs aux problèmes sociaux du Parc, les chefs de chefferie ont accordé de doter le PNG d'au moins 30 ha de terrain hors complexe Garamba afin de leur permettre de disposer de terrains pour leurs vieux jours et d'encourager leurs investissements en bordure de l'aire protégée.

Ce dialogue entre les chefferies traditionnelles et la Direction du site a été particulièrement important pour initier la mise en place de groupes de réflexion pour l'élaboration de plans de développement et d'utilisation des terres.



Photo N°10 : Journée mondiale des Eléphants célébrée à Faradje

2. Mise en place de 3 villages pilotes "Sécurité-Conservation"

La réouverture des pistes et le lancement de divers travaux d'infrastructures communautaires dans les Domaines de Chasse et au Parc (ouverture des pistes d'aviation, réouverture des pistes de desserte agricole, construction des gîtes, des salles de classes, etc.) ont offert des revenus significatifs aux ménages dans les villages de Bogolupo (Pk 55), Zambaleke (Route 4) – Domaine de Chasse de Gangala na Bodio et Gbere – Modo Missa.

- Ouverture des pistes d'aviation dans les villages de Bogolupo (Pk 55), Zambaleke (Route 4) – Domaine de Chasse de Gangala na Bodio et Gbere ayant impliquée 140 personnes avec un impact indirect sur au moins 500 personnes ;
- Construction des postes de patrouille et de contrôle routier dans les villages de Bogolupo (Pk 55) et de Zambaleke (Route 4) dans le Domaine de Chasse de Gangala na Bodio
- Ouverture des pistes routières sur le tronçon Gbere – Badri- lema (45 Km) ; Badri - Tekadje- Ancien PP (38 Km) pour faciliter la mobilité sociale des populations.
- Construction de 4 salles de classe en pisé au village Bogolupo (PK 55) ayant permis l'amélioration de l'offre scolaire pour 34 enfants en âge de scolarisation.

La population des zones concernées a été recrutée pour la réalisation des travaux d'aménagement des pistes et ponts et des constructions. Cela a donc été une opportunité d'acquisition d'emplois et de revenus de la population de ces milieux et a contribué à réduire la pression de braconnage.

La mise en œuvre de ces activités a permis de renforcer l'influence pour l'appréciation de la présence d'un Parc national dans la région par les communautés locales, en démontrant que des gardes bien formés et un Parc bien géré apportent plus de sécurité et de soutien, favorisant ainsi la relance des initiatives locales de développement, propices à une bonne conservation et gouvernance des ressources. Ceci est déjà le cas dans une certaine mesure et a été explicitement exprimé par différents chefs de village.

Dès Février 2015, des radios ont été installées dans les villages stratégiques (10 au total, notamment à Zambaleke, Bogolupo et Gbere), sur une fréquence spécifique pour les communautés, afin d'améliorer le flux des informations au sujet de menaces potentielles pour les gens et la faune vers la direction du Parc.

3. Coopération avec toutes les ONG dans la région (nationales et internationales)

Le PNG a consolidé ses rapports étroits avec les ONG locales notamment APRU et SAIPED. Il s'est agi de renforcer et d'étendre cette coopération avec elles de manière à développer un échange efficace d'informations sur toutes questions touchant la conservation des ressources du Parc et la sécurisation des modes de vie des populations environnantes.

Certaines activités ont été menées :

- les deux structures ont été mandatées par le PNG pour organiser la mise en œuvre sur terrain de l'étude socio-économique dans les Domaines de Chasse.
- l'ONG APRU a organisé pour le compte du PNG les festivités de la marche mondiale des éléphants à Faradje le 06 octobre 2014, lesquelles ont connu la participation d'un millier de personnes.
- ONG APRU et DFCD continuent d'appuyer 4 organisations locales dans l'encadrement de 113 déplacés intérieurs dans le cadre du programme de micro-subvention.

A travers cette coopération, le PNG voudrait intensifier sa participation dans la planification des activités nationales et régionales qui concerneraient le Parc et sa périphérie.

Activité 2.2 Renforcer les capacités des communautés locales à appuyer les processus de gestion des AP et de leur zone périphérique

1. Partenariat institutionnel avec le ministère de l'enseignement primaire, secondaire et professionnel

L'équipe CoCo a travaillé en étroite collaboration avec la Direction Provinciale Orientale (Haut Uélé) de l'Enseignement primaire, Secondaire et Professionnel (EPSP) et plus particulièrement les sous divisions de Dungu, de Faradje et de Watsa. Ce partenariat a contribué à la mise en place d'une réforme pour l'augmentation du volume de programme en matière d'éducation environnementale et à l'éducation durable. Certains résultats ont ainsi été obtenus :

- Le lancement du processus de restructuration de l'Ecole Primaire de Nagero comme centre pilote d'enseignement amélioré dans les territoires de Dungu et de Faradje (formation des enseignants, appui en équipement, appui à la rémunération et construction de nouveaux bâtiments scolaires)
- L'obtention de 750 Kg de manuels scolaires (Français, Mathématiques-Algèbre et Sciences Naturelles) en faveur des écoles de Nagero et des écoles environnantes.
- Dotation d'un lot de 460 kits d'uniformes scolaires aux élèves de Nagero pour l'année scolaire 2014-2015.

a) Les Conférences scolaires :

- 19 sessions d'informations ont été organisées dont 10 à Faradje, 3 à Dungu, 1 à Tadu, 3 à Watsa et 2 à Durba
- 36 écoles y ont participé dont 7 pour Faradje, 3 pour Dungu, 6 pour Tadu, 11 pour Watsa et 5 pour Durba.
- 2530 élèves ont effectivement bénéficié de ces séances thématiques inter actives sur les espèces phares de la Garamba dont pour 320 Faradje, 366 pour Dungu, 450 pour Tadu, 983 pour Watsa et 411 pour Durba.

Ces conférences scolaires étaient suivies de leçons de sciences dans chacune des classes des 36 établissements scolaires présents aux sessions. A cet effet, l'équipe CoCo a élaboré, en synergie avec la Direction Provinciale EPSP Orientale, un support didactique "le manuel des enseignants" dans le but de renforcer le message de conservation de la biodiversité et l'approche scientifique à l'école (se questionner, émettre des hypothèses puis les vérifier).

2. Projections cinématographiques (numérotation paragraphe ?b ?)

L'organisation des soirées cinéma sur écran géant est née d'un constat simple : l'information visuelle (images et vidéos) sur la Garamba est limitée auprès des populations locales à laquelle elle est premièrement destinée. Faute de supports nécessaires, la Garamba a donc mis à profit la légèreté du numérique pour apporter les informations nécessaires aux populations, dans un mélange de ludique et d'information. C'est ainsi que des séances ont périodiquement été organisées dans les agglomérations de la Garamba tel que le démontre le tableau ci-dessous :

Site	Fréquence	Estimations des participants
Tadu	4	3000
Faradje	4	2000
Bogolupo (Village PK 55)	5	250
Zambaleke (Village Route 4)	9	540
Gbere	11	770
Djabir	2	200
Dungu	6	5000
Watsa	3	4500
Durba	1	1200
	Total	17460

Activité 2.3 Attribuer, en concertation avec les bénéficiaires, les avantages économiques éventuels issus des AP aux projets de développement communautaire

Dans ce contexte d'insécurité et de développement du Parc National de la Garamba, très peu de retombées financières directes sont à prévoir dans l'immédiat.

Toutefois, pour pallier cette contrainte, un maximum de travaux ont été faits par des artisans ou manœuvres embauchés localement ou en partenariat avec les ONG locales.

Résultat 3 : Les fondements pour le financement durable des aires protégées ciblées sont établis.

Activité 3.1 Développer et diffuser le plan d'affaires des AP ciblées

Un plan d'affaires a été initié pour être présenté au premier Conseil d'Administration du Parc en Octobre 2015. Un projet devrait être finalisé en Juillet 2015.

Activité 3.2 Valorisation des petites structures touristiques existantes

Du fait de l'insécurité et de la priorité à sauver le Parc, peu d'attention a été portée au développement touristique.

Toutefois le Lodge de Nagero a été très utilisé pour accueillir les équipes de tournage ainsi que pour l'organisation de réunions tant avec les autorités locales que nationales. Cette structure d'accueil, permettant de recevoir des autorités dans de très bonnes conditions, a très largement contribué à faire comprendre les enjeux pour la survie du Parc et le développement de la région.

Activité 3.3 Développer des mécanismes conduisant à sécuriser la couverture financière des frais récurrents des AP ciblées afin d'assurer la continuité des opérations essentielles de conservation

Grâce aux efforts de collecte de fonds d'African Parks, l'attention du monde de la philanthropie a été portée sur les menaces auxquelles la population d'éléphants de Garamba fait face. 2 grands donateurs: La Fondation Howard Buffett et la Fondation Wildcat ont toutes les deux procuré des fonds pour la lutte contre le braconnage. En tout, un montant de plus de 2,5 millions \$ US a été mobilisé. Cet argent a été utilisé spécifiquement pour les efforts d'application de la loi et pour l'achat d'un hélicoptère. La Fondation Wildcat a visité le parc début 2015 et continuera à soutenir la Garamba.

L'enregistrement de l'entité autonome dénommée «African Parks Congo» était en cours durant l'année. Les documents sont actuellement pour signature au niveau ministériel.

2.3. Indiquez si l'action va se poursuivre après la fin de l'aide de l'Union européenne. Y a-t-il un suivi des activités envisagé? Qu'est-ce qui va assurer la durabilité de l'action?

Le projet se poursuivra après la date d'expiration du présent contrat. African Parks a pu obtenir des financements de plusieurs sources: des bailleurs privés, des fondations et l'Union Européenne. La situation du braconnage dans la Garamba prend des proportions sans précédent mais African Parks et l'ICCN se sont engagés à poursuivre leurs engagements mutuels vis à vis du Parc.

Expliquez comment l'action a pris en compte les questions transversales telles que la promotion des droits de l'homme², de l'égalité des sexes³, de la démocratie, de la bonne gouvernance, des droits des enfants, des droits des populations indigènes, de la préservation de l'environnement à long terme⁴ et de la lutte contre le VIH/sida (s'il y a une forte prévalence dans le pays ou la région cible).

Même si la plupart des travailleurs au PN de Garamba continuent à être des hommes, dans les nouveaux contrats pour certains postes, priorité a été donnée au recrutement de femmes.

Dans les services Administratifs, au Lodge, au Département Communautaire plus de 50% du personnel sont des femmes.

A niveau de la conservation communautaire, on a beaucoup travaillé avec des groupements de femmes dans la région.

Un programme spécial d'alphabétisation a été créé pour permettre aux femmes de Nagero et de Gangala na Bodio d'apprendre à lire et à écrire.

Du fait de la prévalence importante de VIH/sida, des entretiens ont lieu régulièrement avec le personnel du Parc. Un programme de formation des cadres de l'hôpital pour la prévention et l'accompagnement des malades est en cours de discussion avec des institutions spécialisés. L'hôpital cherche également à solutionner la difficulté pour obtenir des médicaments pour le traitement du VIH/sida.

Le rôle important que joue le Parc dans la sécurisation de la région est reconnu de toute la région. La collaboration avec les FARDC, nous permet d'adresser en permanence les droits fondamentaux et notre travail d'application des loi de suivre avec la justice pour un respect des textes.

2.4. Comment et par qui les activités ont-elles été suivies/évaluées? Veuillez résumer les résultats du retour d'information reçu, y compris des bénéficiaires et autres.

Le projet étant dans sa première année aucune mission de monitoring n'a eu lieu.

Chaque année un audit interne est réalisé par KPMG. Les rapports sont disponibles.

2.5. Qu'est-ce que votre organisation/toute autre partie participant à l'action a appris de l'action et comment cette expérience a-t-elle été utilisée et diffusée?

Le fait de considérer la sécurité du Parc et des Villages comme action prioritaire en collaboration avec les chefferies traditionnelles, les forces de l'ordre nationales et internationales, a repositionné le parc au centre de la vie de la région et a apporté un nouvel espoir pour le développement.

La perte du Parc ou l'arrêt de ses activités pour des raisons financières ou autres constituerait une menace supplémentaire pour la stabilité de cette région située à la frontière du Sud Soudan.

2.6. Veuillez énumérer tous les documents (et le nombre d'exemplaires) produits pendant l'action quel qu'en soit le format (veuillez joindre une copie de chacun d'eux, sauf si vous en avez déjà envoyé une par le passé).

{VOIR ANNEXE 1 POUR LES ARTICLES}

- Romain Balzinger, journaliste d'investigation français était à la Garamba en 2014. Il a tourné un court métrage de 30 minutes sur l'application des lois à la Garamba. Ce programme a été diffusé sur TF1 dans le cadre de l'émission d'actualités « Sept Huit ».
- Jean Marc a été interviewé sur une station de radio allemande appelée VeltReporter. John Hemingway, réalisateur de films sur la vie sauvage et récompensé par les Emmy Awards, est venu deux fois pour National Geographic ou PBS. Le programme devrait être diffusé en 2015.
- Brent Stirton et Brian Christie, deux photographes ont visité le parc pour une série sur la conservation, prévue pour être éditée dans le magazine National Geographic en 2015.
- Visite de la cinéaste indépendante Kate Brooks, qui destine son produit au circuit des festivals de cinéma indépendant aux Etats-Unis. HBO, réseau de télévision américaine prévoit de se rendre à la Garamba en Juillet 2015.
- Jean Marc a été interviewé par « Animal Planet », chaîne des USA pour une série qu'ils produisent sur les conséquences du braconnage. Les crises de braconnage des éléphants ont également suscité une large couverture dans les médias de journaux et télévision en ligne quotidiens, y compris National Geographic, le Daily Mail (Royaume-Uni), les Nouvelles sur Yahoo et le Washington Post.
- D'autres articles, y compris dans l'International Herald Tribune, le Huffington Post et Paris Match.
- Rapport annuel African Parks 2014. Un maximum de 1000 exemplaires par année. Les rapports sont aussi disponibles sur le site web African Parks.
- Des communiqués de presse sont diffusés sur les faits et actions importants et sont disponibles sur le site web d'African Parks
- Un livre sur le PNG est en cours d'édition en langue anglaise (1000 exemplaires). Une version Française est en cours de préparation.
- Le Parc produit des rapports mensuels des opérations qui sont envoyés par email ainsi que des rapports trimestriels. Les rapports sont également publiés sur le site web d'African Parks : www.african-parks.org

2.7. Veuillez indiquer comment les documents produits sont diffusés et à qui.

Les rapports annuels sont envoyés par la poste aux différents bailleurs et aux partenaires gouvernementaux. Ils sont aussi diffusés sur le site web : www.African-Parks.org. La diffusion des articles de medias et des documentaires sont a la hauteur de milliers de personnes.

2.8. Veuillez énumérer tous les marchés (travaux, fournitures, services) de plus de 60 000 EUR attribués pour la mise en œuvre de l'action depuis le dernier rapport

intermédiaire (si existant) ou pendant la période de référence, en indiquant pour chacun d'eux le montant, la procédure d'attribution suivie et le nom du titulaire.

La conception et l'achat d'un nouveau réseau radio digitale VHF Radio a été exécuté pour un montant de USD 111.298,00 après consultation technique et financière de trois entreprises spécialisées. Du faite de la complexité de la conception du réseau et de l'adaptation des équipements un dialogue compétitif a été engagé suivant en conformité avec les règles financières de l'UE (Section 2.4.7). Sur les trois compagnies consultées deux ont répondu avec un concept adapté aux besoins (Riverstone Ltd et ExSolar). Le choix finale c'est porté sur le moins disant.

3. Bénéficiaires/entités affiliées et autre coopération

3.1. Comment évaluez-vous les relations entre les bénéficiaires/entités affiliées de ce contrat de subvention (c.à.d. ceux qui ont signé le mandat du coordinateur ou la déclaration des entités affiliées) ? Veuillez fournir des informations spécifiques pour chaque bénéficiaire/entité affiliée.

Le bénéficiaire est l'Institut Congolais pour la Conservation de la Nature. Les relations sont bonnes.

3.2. L'accord ci-dessus entre les signataires du contrat de subvention est-il destiné à se poursuivre? Si oui, comment? Si non, pourquoi?

African Parks Network cherche à obtenir une pleine délégation de la gestion technique et financière du Parc pour une période de 25 afin de faciliter la disponibilité de financements (investissements). La réhabilitation d'aires protégée comme la Garamba est un travail de longue haleine. Les deux parties, ICCN et APN, ont cette volonté et en joignant leurs volontés donnent plus de chance à la durabilité de l'action.

3.3. Comment évaluez-vous les relations entre votre organisation et les autorités publiques dans les pays de l'action? Comment ces relations ont-elles affecté l'action?

Toutes les activités ont été réalisées en collaboration avec l'Institut Congolaise pour la Conservation de la Nature.

Tous les gardes du Parc appartiennent aussi à l'ICCN ainsi qu'une partie du personnel civil.

Les autorités locales (Provinciales et de District) ont été tenues informées régulièrement de l'évolution du projet et contribuent à promouvoir son action.

L'appui des autorités militaires a été décisif dans le travail de reconquête du Nord du Parc.

Les autorités administratives et militaires sont régulièrement informées de l'avancement du projet et ont participé à leur niveau à résoudre certains problèmes.

Le Premier Ministre chargé de l'Intérieur et de la Sécurité, le Gouverneur, les Ministres provinciaux de l'Infrastructure et de l'Environnement de la Province Orientale, sont venus à la Garamba pour constater l'état de la marche des travaux et organiser une

première réunion de sécurité sur le Parc avec l'ensemble des forces de l'ordre de la région

3.4. Le cas échéant, décrivez vos relations avec toute autre organisation prenant part à la mise en œuvre de l'action:

- Associé(s) (si existant)
- Contractant(s) (si existant)
- Bénéficiaires finaux et groupes cibles
- Autres tiers concernés (incluant les autres donateurs, autres agences gouvernementales ou unités gouvernementales locales, ONG, etc.).

Nous avons un accord de partenariat avec l'ONG Faune and Flora International (FFI) pour travailler dans la conservation communautaire.

Les ONG SAIPED et APERU ont signé des contrats avec le Parc pour organiser des campagnes de sensibilisation et des études à caractère socio-économique.

Bien entendu, le principal bailleur a été l'UE nous ont apporté leur soutien.

AFRICOM a été un allié important dans le développement de synergies avec la Force d'Intervention Régionale. La MONUSCO, dans les limites de ses possibilités, a appuyé à plusieurs reprises la sécurisation de la Base de Nagero.

La « Howard G. Buffett Foundation » a fait une donation d'un hélicoptère à APN pour pouvoir faire face à la crise de braconnage et la « Fondation Wild Cat » a apporté une grande contribution financière pour appuyer les efforts de lutte contre le braconnage au cours de la crise.

Les mines d'or de Kibali (Kibali Gold Mine) ont assuré une partie du financement du fonctionnement des avions mais aussi du marquage des éléphants. Des relations ont été établies avec eux sur le plan technique (réparation d'engins et véhicules, etc.).

Le Project ECOFAC / RAPAC financé aussi par l'UE a travaillé avec nous et a financé plusieurs activités.

L'UNESCO et le Centre du Patrimoine Mondial a fortement appuyé le Parc en faisant connaître la crise de braconnage que vivait le Parc et a apporté son appui financier grâce à son programme « Rapid Response Facility ».

La Banque Mondiale, à travers le Projet PREPAN, a financé une partie du fonctionnement du Parc.

Enfin, diverses fondations privées ont appuyé le Parc de la Garamba financièrement.

3.5. Le cas échéant, décrivez les liens et synergies que vous avez mis en place avec d'autres actions.

La plupart des fonds arrivent à African Parks qui les gère mais des rapports et des audits sont présentés régulièrement aux bailleurs. Le réseau des Aires Protégées en Afrique Centrale (RAPAC) a apporté son appui financier au Parc. Par rapport à FFI, ils travaillent sur le terrain avec nous : deux experts de FFI sont à Garamba en tant

qu'assistants techniques, et la collaboration est journalière. Les études et travaux à caractère sociaux sont réalisés avec deux ONG locales SAIPED et APERU.

Une collaboration importante a été établie avec AFRICOM pour disposer de plus d'informations sur les mouvements des groupes armés.

3.6. Si votre organisation a reçu précédemment d'autres subventions de l'UE ayant comme objectif d'appuyer le même groupe cible, dans quelle mesure cette action a-t-elle pu renforcer/compléter la (les) précédente(s)? (Énumérez toutes les subventions antérieures de l'UE pertinentes).

APN a bénéficié des fonds de l'UE pour la Garamba depuis 2005. Comme signalé plus avant, c'est la continuité dans le temps des financements/appuis au Parc National de la Garamba qui a permis sa préservation et contribue de manière importante à la sécurisation de la région malgré les nombreux problèmes à résoudre dont aujourd'hui la question majeure du braconnage des éléphants et de l'insécurité qui prévaut. Les subventions de l'UE sont donc cruciales.

3.7. Comment évaluez-vous la coopération avec les services de l'administration contractante?

La coopération avec les autorités de l'administration contractante est très bonne. L'autorité contractante a été informée régulièrement sur les activités réalisées et a semblé satisfaite. Des rapports mensuels en plus des rapports annuels ont été fournis régulièrement. De plus, ils ont visité le Parc à plusieurs reprises.

De la même façon que les autorités du Pays, ils ont été impliqués dans les travaux et réunions pour trouver des solutions aux problèmes du Parc

4. Visibilité

Comment la visibilité de la contribution de l'UE est-elle assurée dans l'action?

Le rôle de l'Union Européenne est repris sur le site web d'African Parks Network et dans les publications d'APN. Une attention est portée auprès des médias (voir annexe 1) qui font référence à l'action pour qu'ils soulignent le rôle de l'UE.

Au Parc National de la Garamba, plusieurs panneaux font référence à l'UE et le drapeau de l'UE est associé aux correspondances et publications.

La Commission européenne pourrait souhaiter publier les résultats des actions. Auriez-vous des objections à la publication de ce rapport sur le site Internet d'EuropeAid? Si tel est le cas, veuillez exposer vos objections.

Non- pas d'objections

Annexe 1- Visibilité

Wildlife News



Garamba National Park receives USD2 million boost from Howard G Buffett Foundation

Posted on [January 21, 2015](#)

African Parks' efforts to resolve the poaching crisis in Garamba National Park have been bolstered by a \$2 million grant from the Howard G. Buffett Foundation (HGBF), a private foundation in the United States.

The funding was used to purchase a the Eurocopter (Airbus) AS 350 B3 model helicopter, designed to accommodate a pilot plus five rangers with sufficient weapons and equipment for a 10-day patrol.

It is equipped with night vision capabilities and has been fully-fitted for African Parks' law enforcement operations to implement a variety of dedicated anti-poaching and support initiatives. These include:

- show-of-force operations,
- the rapid deployment of anti-poaching rangers,
- surveillance flights, the transportation of tracker teams in follow-up operations,
- the gathering of information on unauthorised aircraft flying over parks,
- the drop-off of supplies to ground units and the evacuation of ranger casualties.

In addition, the helicopter will be used for game counts, game translocations, the immobilisation of game for collaring and for lifting infrastructure components. African Parks has also appointed a full-time pilot with experience in counter-poaching tactics who has started in his role.

The purchase follows a test-of-concept phase that made use of a charter helicopter in law enforcement efforts in the park during October, November and December, resulting in a marked decrease in elephant-poaching numbers during those months.

Elephant-poaching by well-armed, criminal groups (at least one of which is poaching from a military helicopter), by the Lord's Resistance Army, and by local, armed groups reached unprecedented levels during 2014.

Howard G Buffett explained, *"Our support for African Parks' efforts in Garamba National Park is linked to our broader interests and more significant investments to mitigate conflict in eastern DRC and Africa's Great Lakes regions. There is a clear link between poaching and the financial resources that fuel conflict so our hope is that this support will help curtail the negative forces that create instability and increase human suffering."*

Peter Fearnhead from African Park said, *"We sincerely thank the Howard G. Buffett Foundation for the funding which has enabled us to purchase the helicopter. We also appreciate the personal interest demonstrated by philanthropist, Howard Buffet, in our poaching challenges and his support for our strategic initiatives to curtail and prevent the rampant slaughter of elephants and other species in Garamba."*

As a conservation organisation we are not in the business of fighting guerrilla armies, rogue military units or criminal groups but when their activities threaten the survival of the protected areas for which we are responsible, we are compelled to act. While 'boots-on-the-ground' units and tactics remain the cornerstone of our wildlife protection strategy, it is widely acknowledged by law enforcement experts that the most effective force-multiplier is a personnel-carrying, night-capable helicopter."

Related**Garamba National Park rangers come under attack from hand grenades**

African Parks has intensified its anti-poaching efforts in eastern DRC to counter the poaching onslaught that has beset Garamba National Park in the past two months. A total of 68 elephants have been poached since mid-April, representing about 4% of the total population. In mid-May, African Parks reported that 33

June 12, 2014

In "Animal"



The United Nations Rapid Response Facility has launched an emergency appeal to raise funds to fight elephant poachers in the Garamba National Park in the DR Congo. The launch comes just days after Mr. Martin Kobler, who heads the UN Organisation Stabilization Mission in the DRC (MONUSCO) said more international

October 20, 2014

In "Animal"

**Ranger killed by poachers in Garamba while on elephant patrol**

African Parks regrets to announce the tragic death of Garamba ranger, Agoyo Mbikoyo, on 25 April in the park. Agoyo was shot by a group of armed poachers a short distance from his patrol unit's campsite. He managed to return to the campsite but collapsed and died instantly. He was

May 5, 2015

In "Animal"

Posted in Animal and tagged DR Congo, elephants, Garamba National Park, poaching.
Subscribe to our newsletter for a weekly digest of wildlife news from around the world

Email

[Subscribe](#)

Audiothek Beitrag | Detailansicht

<div class="nojsbox"> AUDIYOU benötigt einen Browser mit aktiviertem JavaScript.
Bitte schalte JavaScript in Deinem Browser ein! </div>

Nilpferde Garamba Nationalpark DR Kongo

Länge:00:38

Größe:676.0  00:03



KB

342

Hörer

Beschreibung: "Aufgenommen im kongolesischen Garamba-Nationalpark, dort war ich unterwegs für ein Feature über den Zusammenhang zwischen der Finanzierung von Milizen und Elfenbeinwilderei. Die Töne stammen von einer großen Nilpferde-Badestelle, dutzende Tiere zusammen, auch Jungtiere. Vorsicht ist geraten, weil Nilpferde schnell und gefährlich sind. Sie haben mich zwar beobachtet, sich aber sonst nicht weiter stören lassen" **Bettina Rühl, Nairobi, Kenia.**

Unter Büsche gekrochen und Geparden ins Auge geblickt. Das Mikro aus dem Küchenfenster gehängt und in die Menge gehalten. In Sydney wie Athen, in Bangkok oder Buenos Aires: Auf allen Kontinenten haben Reporterinnen und Reporter von **WELTREPORTER.NET** Klänge und Töne für diesen Adventskalender gesammelt und präsentieren sie hier in Kooperation mit **AUDIYOU.**

Listen & enjoy!

Dieser Beitrag ist im Weltklang Navigator verortet!

Weltklang

Navi:



Schlagworte: nilpferde, nilpferd, hippo, hippos, kongo, dr kongo, afrika, africa, garamba-nationalpark, safari, weltreporter, weltreporter.net, bettina rühl, fieldrecording, atmo, tiere

Autor: Bettina Rühl

Eingestellt am: 09.12.2014 **von:** weltreporter

TF1 Sept à Huit – journalist Romain Bolzinger
2 Mars 2015

Vidéo Sept à Huit, reportage exclusif au coeur de la guerre de l'ivoire.



C'est une guerre oubliée qui a pour théâtre le Parc national de la Garamba, en République Démocratique du Congo.

Une guerre sanglante qui chaque année cause des dizaines de victimes. D'un côté, des braconniers - souvent des soldats issus des guérillas du Sud-Soudan ou de l'Ouganda voisins - qui massacrent les éléphants en vue de revendre leur ivoire sur le marché asiatique. De l'autre, une petite armée de gardes forestiers qui tentent de les en empêcher par tous les moyens.

Alors que l'an dernier, 131 carcasses de pachydermes ont été recensées, **une équipe de Sept à Huit a pu accompagner pendant 10 jours les gardes du Parc dans leur traque aux braconniers. Un document exceptionnel au coeur des combats.**

La guerre de l'ivoire comme elle n'a jamais été filmée.

Un document de Romain BOLZINGER et Franck ZAHLER. Vu dimanche 1er mars sur TF1 en avant-soirée.

#TF1, #Reportage, #02-03

45% pour toute question :
Tél. : 02 77 63 11 00  02 77 63 11 00 parismatchabonnements@cba.fr

- S'inscrire
- Se connecter



Actu

>

International

>

Eléphants, la course contre la mort

RDC

ELEPHANTS, LA COURSE CONTRE LA MORT



Fin mars, les biologistes Marina Monico (à g.), Pablo Schapira Perez (accroupi) et le vétérinaire Pete Morkel (à dr.) vérifient que l'éléphante assoupie respire normalement. © Alvaro Canovas

Le 04 mai 2014 | Mise à jour le 04 mai 2014

DE NOTRE ENVOYEE SPECIALE EN REPUBLIQUE DU CONGO EMILIE
BLACHERE

@EmilieBlachere

Share on Twitter

Share on Facebook

Share on Google+

Share on Pinterest

ILS SONT LA PROIE DES BRACONNIERS. DES VETERINAIRES, DES BIOLOGISTES ET LE DIRECTEUR DU PARC DE LA GARAMBA SE BATTENT CONTRE

L'ANEANTISSEMENT DE CETTE ESPECE.

Pete Morkel épaule le fusil, vise et tire. La détonation sème la panique parmi les éléphants qui détalent, poussant des barrissements furieux. Leur folle course fait trembler le sol de la savane. Terrifiant. Devant nous, à une vingtaine de mètres, une colossale femelle de 36 ans ralentit, titube, vacille. Presque instantanément, les autres pachydermes semblent surmonter leur peur pour se regrouper près d'elle, qu'ils voient en danger. Ils tentent d'empêcher sa chute et, quand elle s'effondre dans les herbes fauves, essaient de la soulever avec leurs trompes. Avec tant de vigueur que l'un d'eux, d'un coup de défense malheureux, lui entaille l'oreille droite. L'éléphante touchée demeure sur le flanc. Elle halète, le regard brillant. Pete Morkel et les hommes en tenue militaire qui l'accompagnent se redressent alors, tirent en l'air des rafales de kalachnikov et s'approchent de l'animal en hurlant. Le troupeau s'éloigne.

Maintenant, la femelle est seule, confrontée à une quinzaine d'êtres humains. Ce ne sont pas des braconniers mais des rangers du Parc national de la Garamba. Pete Morkel, lui, est vétérinaire anesthésiste, un des meilleurs spécialistes des grands mammifères africains. Il n'y avait pas de balle dans sa carabine mais un projectile destiné à endormir l'animal : 9 milligrammes d'étorphine, « un sédatif trois mille fois plus puissant que la morphine », explique Pete. Tout en me parlant, il caresse le ventre rugueux de la bête ronflante. Pete est un type charismatique, longiligne, solide, à la peau tannée et au regard vert émeraude. Sud-Africain, fils du bush, né dans l'ancienne Rhodésie, il va souvent pieds nus dans la savane quand il en a assez de ses godillots usés. Il porte des shorts noirs ou des jeans, des tee-shirts kaki, une casquette délavée. « Impossible de se lasser de ce métier, dit-il. C'est toujours une grande émotion...

« CE SONT DES ANIMAUX SOCIABLES ET
D'UNE GRANDE COMPLEXITE
EMOTIONNELLE »

Les éléphants me fascinent. Ils sont intelligents, solidaires, loyaux et libres. » Dans « Les racines du ciel », Romain Gary les décrivait lui aussi comme « la plus grande image de liberté vivante qui existât encore sur terre ». Il nous aura fallu plusieurs jours de voyage et plus de 6 000 kilomètres pour rencontrer ces géants libres, dans

le dernier sanctuaire des éléphants de l'Afrique centrale, au nord-est de la République démocratique du Congo, sous les instables frontières centrafricaines et sud-soudanaises. Des heures d'avion, de 4 x 4 sur des pistes cabossées et poussiéreuses, de marche rapide dans des plaines onduleuses encore mouillées et des marécages bourbeux plein de bestioles, de la vase jusqu'aux cuisses. Aux commandes de son ULM, Luis Arranz, directeur énergétique du parc, accent espagnol prononcé et yeux bleu ciel, guide les scientifiques pour repérer les troupes de pachydermes. Les visages et les bras nus giflés par des herbes grandes comme deux hommes, nous cheminons à travers la savane embroussaillée et les *Kigelia africana*, les arbres à saucisses. Une expédition sous un soleil ardent et un ciel vaporeux, un climat rude, heureusement balayé par de rafraîchissantes bourrasques.

Ici et là, des babouins, phacochères, serpents, cobs de Buffon, antilopes bubales, crocodiles, hippopotames, girafes. Sur l'autre flanc de la plaine, on devine les géants immobiles qui, dans le lointain, ressemblent à des statues de granit. Nous les approchons. Pete Morkel est en tête de la colonne humaine, suivi de deux jeunes biologistes espagnols, Pablo Schapira Perez et Marina Monico. Passionnés, pétillants et sympathiques. Des rangers, fusils d'assaut armés, les encadrent. Nous avançons d'un pas pressé, en silence, face au vent, car « les éléphants ne voient presque pas, n'entendent pas grand-chose, mais ils peuvent nous sentir à des kilomètres », chuchote Marina dans un français parfait. Après une demi-heure, devant nous, à une trentaine de mètres, presque 300 gigantesques et paisibles bêtes. Dangereuses, voire mortelles, si elles chargent avec leurs défenses pesant jusqu'à 80 kilos...



L'éléphante vient de se réveiller. Elle va rejoindre le reste du troupeau. © Alvaro Canovas

Il y a des femelles, avec leurs petits qui têtent encore, et quelques jeunes mâles adolescents. Ils mangent leurs 100 kilos quotidiens de plantes et de feuilles. Chaque fois que nous les voyons remuer leur trompe et leurs grandes oreilles, un

sourire monte à nos lèvres. Leur énormité, leur malhabilité, leur gigantisme fascinent. Après trois ans et demi dans la brousse, Pablo est comme nous, ému : « Ce sont des animaux si sensibles, sociables, joueurs, d'une grande complexité émotionnelle. Ils sont incroyables ! » « Ils étaient encore 20 000 dans les années 1970, raconte Luis Arranz, la voix grondant de colère contenue. Désormais, ils sont moins de 2 000, tous massacrés par cet abattage hors la loi. Dans dix ans, ils auront disparu... La situation est critique. Organiser des colloques et des conférences dans des bureaux propres en Occident ne sert plus à rien. C'est sur le terrain, ici, qu'il faut agir et dépenser l'argent ! C'est maintenant ou jamais. Leur sauvegarde est une abnégation, un combat quotidien, sans doute perdu d'avance si rien ne change. » Le directeur ne cache ni son impatience ni sa douleur de voir les troupeaux décimés par des groupes armés ougandais et sud-soudanais, des habitants du coin, des rangers perfides... et par l'armée nationale congolaise. Le salaire moyen d'un fonctionnaire de base est d'environ 15 euros par mois et s'élève à 40 euros pour un soldat.

« LA JUSTICE CONGOLAISE EST INEXISTANTE, NOTRE GOUVERNEMENT, CORROMPU »

Luis, découragé, raconte que, en 2009, « lorsque les 11 000 militaires des Forces armées de la République démocratique du Congo [FARDC] sont venus dans le parc patrouiller pour dissuader les milices rebelles et nous protéger, ils ont préféré abattre des dizaines d'éléphants et revendre leur ivoire et leurs testicules. C'était plus rentable. A côté des carcasses, on a retrouvé des bérets rouges de la garde républicaine. Rien ne les arrête. La justice congolaise est inexistante car notre gouvernement est plus que corrompu. Il trempe jusqu'au cou dans le trafic de l'or blanc. » A plus de 200 kilomètres de Garamba, dans la capitale, Kinshasa, une ville grouillante et embouteillée, le président Joseph Kabila néglige le dossier « Eléphants ». D'autres sont beaucoup plus brûlants. C'est avec fermeté qu'il dirige depuis janvier 2001 ce vaste territoire dont les sous-sols comptent parmi les plus riches au monde en minéraux : argent, uranium, plomb, zinc, cadmium, or, étain, tungstène, manganèse, coltan...

La RDC possède la deuxième réserve planétaire en cuivre, avec 10 % du total recensé, et surtout 50 % des stocks de cobalt et 30 % de diamant. Le pays pourrait être une des plus grandes puissances mondiales ; pourtant, il n'en est rien. Les ressources sont pillées par des milices, pour la plupart soutenues par les Etats frontaliers et des multinationales occidentales. Parmi elles, les Tutsis du M23, les rebelles ougandais de l'Armée de résistance du Seigneur (LRA), les forces d'autodéfense Mai-Mai ou les Forces démocratiques de libération du Rwanda

(FDLR), exilées. Toutes tristement célèbres pour leurs exactions sanguinaires auprès de la population. La RDC est une poudrière. Depuis que le cycle des guerres s'est ouvert dans l'ex-Zaïre, en 1997, l'armée n'est jamais parvenue à combattre ces mouvements. Des processus de paix ont permis de les atténuer, jamais de les briser militairement ni de répondre à leurs griefs politiques. Alors que le Rwanda commémore cette année les 20 ans de son génocide, la République démocratique du Congo compte encore ses morts – près de 5,4 millions selon les ONG –, ses 3 millions de déplacés et ses 400 000 femmes violées violées durant les deux dernières décennies.

Plus de 6 millions de Congolais ont toujours faim. « Pour beaucoup d'Africains, un éléphant, c'est surtout 5 tonnes de viande, reconnaît Pete Morkel. Il est évident que peu comprennent l'argent dépensé pour les sauvegarder. » Penché sur l'éléphante endormie, Pete garde la foi et l'espoir. « Une seule personne peut tout changer si elle est motivée, battante et passionnée », se rassure-t-il. Le spécialiste vérifie sa température et prend ses mesures : longueur, hauteur, circonférence des pattes, nombre de doigts et de dents. L'animal a la peau épaisse, parsemée de poils noirs et recouverte de boue. Aidés par les gardes, Pablo et Marina passent autour du cou du mastodonte un collier GPS, large comme une main. « Grâce aux signaux envoyés par satellite, expliquent-ils, c'est l'unique moyen de surveiller trois fois par jour l'emplacement des groupes, d'observer les itinéraires de migration, de recenser les bêtes tuées. Six animaux en portent. Bientôt, il y en aura onze de plus. » La délicate opération est un succès. Des dizaines de vautours blanc et noir tournoient, affamés, au-dessus de nos têtes. Pete injecte l'antidote. Puis l'équipe s'échappe dans les fourrés, heureuse. En moins de deux minutes, l'éléphante ankylosée se réveille, se relève et marche, pataude, vers les siens, libre devant cet horizon magnifique où les seules limites sont celles de la vue. Désormais, elle est protégée.

- About
- Team
- Images

The Last Animals

- Press

A FILM BY KATE

BROOKS



THE LAST ANIMALS

An estimated 30,000 elephants are being murdered each year for their tusks. That's 96 elephants killed... every day. There are less than 25,000 rhinos left in Africa. Time is running out.

The Last Animals follows the conservationists, scientists and activists battling poachers and transnational trafficking syndicates to protect elephants and rhinos from extinction. The film takes us from Africa's frontlines to behind the scenes of Asian black markets, from backstage political maneuvering to the global response to this crisis.